

Les organisations du bassin albenassien signataires de ce communiqué tiennent à exprimer leur indignation et assurer leur soutien aux enfants visés par les tirs de carabine d'un sexagénaire à Espaly-Saint-Marcel (Haute Loire) le 19 avril dernier, ainsi qu'à leurs familles.

Non, il ne s'agit pas d'un acte isolé perpétré par une personne dont le jugement serait altéré, il s'agit bien d'actes racistes, assumés et revendiqués comme tels.

Tout comme la dégradation des tombes au sein d'un carré musulman d'un cimetière et au sein d'une mosquée au Puy en Velay, ce sont des actes visant les personnes racisées afin de créer un climat de peur et d'insécurité.

Cette haine islamophobe ouvertement affichée a déjà conduit au meurtre, c'était aussi tout près d'ici puisque le 25 avril 2025, il y a un an, Aboubakar Cissé, un musulman de 22 ans, a été poignardé à mort dans la mosquée Khadidja de La Grand-Combe, dans le Gard . L'agression, commise avec une extrême violence (57 coups de couteau) a été là aussi accompagnée de propos islamophobes.

Nous condamnons l'absence de débat autour de la reconnaissance de l'islamophobie et de solutions mises en place pour lutter efficacement contre ses conséquences.

Nous demandons à ce que ces actes soient jugés comme étant des actes racistes. Dans le cas des menaces et des tirs sur les enfants, ce classement n'avait pas été fait avant que la presse locale et les associations dont le MRAP et SOS racisme n'en fassent la demande.

Nous rappelons que la multiplication de ces actes fait écho à la libération de la parole raciste et les propos clivants propagés par un grand nombre de médias. Les propos racistes, discriminants et les appels à la haine répétés sur certaines chaînes n'engendrent pas de sanctions à la hauteur des dommages qu'elles entraînent auprès des victimes du racisme ambiant. L'impunité autour de ces discours racistes et d'appels à la haine ne peuvent que favoriser la multiplication des actes racistes allant des injures au meurtre.

Des politiciens issus de différents partis utilisent le racisme comme arme électorale avec des discours autour de l'identité nationale qui excluent et appellent à la méfiance envers les minorités.

Nous rappelons que les violences exercées sur les personnes racisées impacte l'accès à leur droits, entraîne des blessures, qu'elles soient physiques ou psychiques et vont jusqu'à tuer. Elle n'épargne personne, et s'exercent autant sur les hommes que les femmes et les enfants. Elles doivent susciter l'indignation et la solidarité avec les personnes qui en sont victimes, partout en France.

Nous rappelons que le racisme est un délit, pas une opinion.

Le 18 mai 2026

Organisations signataires: AFPS Sud 07 , Collectif féministe du 8 Mars, Collectif collectif, Confédération paysanne 07, CNT interpro 07, FA groupe d'Aubenas, FSU 07, LDC éducation Ardèche, La Libre Pensée 07 26, MRAP Aubenas, Mrap Centre Ardèche, Réseau coopérative de gauche alternative 07, Union locale CGT Aubenas

-

-